

Les débats stratégiques de la gauche européenne - de ReCommons Europe à la pandémie

jeudi 14 janvier 2021, par [PULIG Srećko](#), [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2020).

Le 13 décembre 2020, dans le cadre du « Festival subversif » de Zagreb, deux zoom-panels européens étaient organisés à propos du Manifeste en deux textes du réseau ReCommons Europe récemment traduits en croate (cf. <https://www.cadtm.org>, ReCommonsEurope, [Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe](#) ; et [L'impact sur le Sud des politiques européennes](#)). Le journaliste Srećko Pulig, après avoir présenté ces textes dans le journal Novosti (cf...) a interviewé Catherine Samary (<http://csamary.fr/>) impliquée dans ce réseau européen et participant au premier panel avec Costas Lapavistas du RU, Nathan Legrand de Belgique et Agnes Gagyi de Hongrie). Ci-dessous la traduction en français de l'interview publiée par Novosti, qui revient sur certains débats stratégiques traversant la gauche radicale évoqués lors du panel, dans le contexte de la Covid.



Srećko Pulig Q : La crise multidimensionnelle du Covid19 signifie-t-elle que le « Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples d'Europe » est « dépassé » comme l'a exprimé Costas Lapavistas dans le panel ?

Catherine Samary R : Non, et oui, mais...

Non, en ce sens que le Covid n'apparaît pas dans un ciel capitaliste serein. Il n'est cependant pas un simple catalyseur d'une crise « classique ». Mais il amplifie une crise multidimensionnelle aux dimensions « structurelles », notamment en ce qui concerne la construction de l'Europe. Certaines réponses stratégiques évoquées par les deux textes du Manifeste restent essentielles et doivent être insérées dans les nouveaux contextes - de l'annulation des dettes « illégitimes » à la demande de socialisation des banques et de la soumission des relations monétaires, financières et commerciales à la protection des droits égalitaires prioritaires contre toutes les relations inégales qui marquent la politique de l'UE au niveau interne et international. Cependant, outre ces continuités, je soulignerai également la persistance avant et après le Covid des débats et des divergences stratégiques qui n'ont pas été surmontées au sein de la gauche radicale et de ReCommons.

Q : Et quelle est la réponse positive à l'« obsolescence » (du Manifeste) ?

R : Le Covid et ses chocs socio-économiques globalisés imposent une mise à jour des analyses et orientations précédentes ! Mais dans quel sens ? Les 22 et 23 septembre 2020, j'ai participé à une rencontre européenne « Passons à l'action - Alternatives internationalistes aux politiques de l'UE (au temps du coronavirus) » organisée par le CADTM (présentant la partie internationale du Manifeste de ReCommons Europe avec des militants des « périphéries » de l'UE), avec le soutien des Citoyens pour la justice financière et du Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) - voir <https://www.cadtm.org/Passons-a-l-action-Rencontre-europeenne>

Cette réunion a déjà exprimé en pratique la nécessité de « dépasser » les limites initiales du Manifeste comme réflexions d'un think-tank européen visant à éviter des échecs comme celui de Syriza. Dans le nouveau contexte, il s'agissait de s'appuyer sur un « choc » sanitaire d'une grande brutalité, à la fois global et très inégalitaire, pour exiger une politique de solidarité et de décolonisation qui remette en cause les logiques de profit et de concurrence du marché. L'objectif de la réunion était de dépasser le cloisonnement et la dispersion des campagnes menées ici et là (en Roumanie comme en Espagne, en Belgique et en France...) pour défendre les « biens communs », contre la commercialisation de la santé face à Covid19 et à une crise mondialisée sans précédent. Lors de cette réunion, les camarades d'Anticapitalistas (État espagnol) ont également présenté leur proposition de campagne pour une « taxe Covid européenne », soulevant les questions du contrôle de la fiscalité et des fonds européens. L'idée était de ne pas répéter les conséquences de la crise de 2008/2009, lorsque la « crise de la dette » a été exploitée par les institutions européennes pour imposer de nouvelles attaques sociales (et donc antidémocratiques) au peuple grec en particulier.

Q : La question qui concerne tous les peuples est la suivante : qui va payer pour la crise et comment l'« aide » et les ressources fiscales seront-elles distribuées et utilisées aux niveaux européen et national ?

R : Qui décidera ? Le rassemblement a défini les grandes lignes de réponse à partir de mobilisations exigeant une justice sociale et environnementale, enracinées aux niveaux local et national mais cherchant à avoir un impact au niveau européen grâce aux liens organiques tissés dans les campagnes proposées.

Lors du panel de Zagreb, Nathan Legrand, présentant le réseau ReCommons Europe, a évoqué cette rencontre au cœur de Covid19 ; et pour ma part, j'ai - évidemment - soutenu Costas Lapavistas sur le fait que le nouveau contexte de la pandémie imposait une « nouvelle phase » pour le réseau qui avait élaboré le Manifeste et, au-delà, pour la gauche radicale européenne.

Q ; Mais quelles leçons et quel soutien la gauche européenne va-t-elle tirer de ce nouveau contexte ?

R : Costas Lapavistas a souligné à juste titre la mise entre parenthèses spectaculaire (bien que supposée provisoire) des « pactes de stabilité » budgétaires qui avaient été considérés jusqu'alors comme incontestables. Et il a insisté sur le rôle décisif des États, qui doivent être soumis à un pluralisme de choix et de contrôle. Mais il faut aussi souligner que les politiques budgétaires nationales, devenues expansives, ont été fondées sur la politique « non conventionnelle » illimitée de rachat par la BCE des titres des États endettés. En outre, les nouvelles contradictions ont suscité de nouveaux et vastes débats sur le statut et le rôle des banques centrales, en particulier de la BCE, mais aussi sur l'architecture et les critères des politiques nationales et européennes (« communautaires ») concernant principalement la santé - en particulier les vaccins, la recherche et les services publics. Tout cela soulève donc de nouvelles contradictions au sein de l'UE sur la détermination des priorités ; les besoins fondamentaux à satisfaire, révélés par la crise, au niveau

européen, sont questionnés.

Donc, oui, il y a un nouveau contexte. Mais doit-il renforcer - d'un point de vue de la gauche - une stratégie généralisée de « sortie à gauche » - ou Lexit - comme l'a préconisé une partie de la gauche britannique ? Je ne suis pas d'accord avec cela, comme je l'ai soutenu lors du vote Brexit (cf. <https://www.cadtm.org/Pas-de-LEXIT-sans-Une-autre-Europe>).

Q : Pouvez-vous illustrer ces débats ?

R : Tout d'abord, soulignons ce qui devrait aller de soi : des convictions marxistes et anticapitalistes partagées, ainsi qu'un accord sur une critique radicale des traités et politiques dominants de l'UE, ne suffisent pas pour fournir une analyse commune et actualisée des transformations majeures du système mondial capitaliste passé et présent - ni sur la manière de lutter dans/contre ce système. Il s'agit d'une question politique mondiale et pas seulement européenne pour l'ensemble de la gauche altermondialiste, qui impose des cadres de débat démocratiques et pluralistes. La gauche européenne a un besoin particulier de revenir (avec les yeux des populations directement concernées) sur l'opacité de 1989/91 - je ne peux pas développer ce point ici (cf. notamment <https://www.criticatac.r°/lefteast/revisiting-ambiguous-revolutions-1989/>).

Dans le panel de Zagreb, j'ai souligné deux dimensions qui sont débattues dans les analyses de la gauche radicale européenne - notamment avec Lapavitsas : d'une part, même si l'unification allemande a donné à l'Allemagne un rôle pivot, de la CEE à l'UE actuelle, je pense qu'il est faux de présenter l'UE comme « allemande ». D'une part, il y a un « binôme » franco-allemand dominant ; et contre le concept d'« Allemagne-Europe », il faut souligner les conflits majeurs qui se sont produits entre la politique non conventionnelle de la BCE et la constitution allemande « ordo-libérale » et ses défenseurs allemands. De plus, la politique élaborée par les dirigeants franco-allemands exprime des intérêts de classe transnationaux. Il est également important pour la gauche de prendre en compte ce qu'Agnès Gagyi (qui a participé au forum de Zagreb) a brillamment analysé à partir de l'exemple hongrois : l'existence de deux courants dominants transnationaux, l'un « libéral mondialiste » instrumentalisant les enjeux féministes et antiracistes ; l'autre libéral xénophobe-nationaliste cherchant un ancrage dans la classe ouvrière. Ils existent à la fois dans les pays dominants (noyau dur) et dans les semi-périphéries. Lors du forum de Zagreb, Lapavitsas a fait valoir que l'une des raisons de la faiblesse stratégique de la gauche était qu'elle avait perdu son ancrage dans la classe ouvrière - au profit d'approches féministes et antiracistes. Je ne suis pas d'accord avec ce pseudo-choix binaire. Il est tout aussi important pour la gauche de surmonter les approches "ouvriéristes" qui sont aveugles aux dimensions racistes et sexistes ou homophobes que de surmonter les approches antiracistes ou féministes qui masquent les inégalités de classe.

Q : Vous évoquiez un autre enjeu ?

R : Tout cela souligne un deuxième point où je partage les approches récentes qu'avaient développées Samir Amin (voir mon texte sur le sujet d'un « nouvel internationalisme du XXI^e siècle » : <https://internationalviewpoint.org/spip.php?article5796>) : disons synthétiquement qu'il y a un Sud (opprimé) dans le Nord (dominant) et un Nord (dominant) dans le Sud (dominé). En d'autres termes, il est nécessaire de combiner l'analyse des relations inégales entre les nations avec l'analyse concrète de la manière dont les classes ouvrières et racialisées, hommes, femmes, vieux et jeunes, ont été soumises à la destruction des droits acquis dans le passé, d'abord (dans les années 1980 et 1990) au cœur même des pays dominants. Ceci est important pour les alliances transnationales.

Q : Tous les anciens pays socialistes n'ont pas connu le même scénario d'insertion dans la mondialisation capitaliste - et le rôle spécifique de la Chine et de la Russie de Poutine font également partie des nécessaires débats de gauche ?

R : Le réseau ReCommons Europe n'a été que le début d'un nécessaire cadre européen pluraliste. Il est loin d'être suffisant. Il a permis l'expression de plusieurs divergences partielles qui sont explicitées dans le Manifeste ; par exemple, deux logiques sont présentées sur la façon de résister à l'Eurosystème. Si une « sortie » n'est pas exclue (selon le contexte) et devrait faire partie des scénarios et tactiques discutés, l'axe commun est une critique radicale de l'euro-système qui inclut le statut de la BCE et la lutte pour un système monétaire différent - par exemple en utilisant l'euro comme une monnaie commune et non unique, et en contrôlant la circulation des capitaux. Une des variantes proposées consiste à créer des « monnaies fiscales nationales » : analogues au « circuit du Trésor » qui a été mis en place en France après la Seconde Guerre mondiale et proposé pendant la crise grecque. L'objectif est de réduire les dépendances vis-à-vis du commerce européen et mondial, comme le font certaines monnaies locales, mais avec la possibilité pour l'État d'une création monétaire (remboursée par l'impôt). Cette « monnaie fiscale » nationale peut être convertie en euros, mais elle doit donner la priorité aux réseaux de solidarité nationale dans l'artisanat, l'agriculture et les services publics, essentiels à la survie. Cela devrait permettre de résister aux diktats de la BCE, sans « sortie » de l'UE et sans cesser de dénoncer les politiques et institutions injustes et antidémocratiques. Dans le même temps, la coalition populaire de gauche (comme Syriza) ferait appel aux peuples d'Europe et se battrait pour un système européen différent - en essayant de mettre en crise l'UE existante en demandant un nouveau processus démocratique constituant. Ces propositions et ces batailles communes auraient pu être portées par une gauche européenne incluant Syriza - si elle existait...

Q : Vous avez également mentionné le dernier chapitre du Manifeste, le chapitre de conclusion, dans le panel. Que contient-il d'important pour notre conclusion ?

R : J'ai effectivement mentionné dans le panel que ce dernier chapitre du Manifeste présente une stratégie de lutte articulant différents niveaux territoriaux de résistance (du local et du national à l'européen et à l'international). Certains des signataires du Manifeste pensent que le niveau européen est celui du Capital et non des travailleurs - tant les luttes y sont difficiles à organiser. Pour d'autres, dont je fais partie, il est nécessaire d'affronter la nécessité vitale de construire une « contre-hégémonie » contre tous les rapports d'oppression entrecroisés, à tous les niveaux où le système capitaliste s'impose aux classes dominées - hommes et femmes travaillant dans les services, les usines, les champs ou à la maison - dans le respect de la nature et l'extension des droits sociaux. Le « principe de subsidiarité » signifie organiser le contrôle des choix à l'échelle la plus « efficace » en fonction du besoin à satisfaire, jugé par les personnes concernées : les niveaux local et national sont essentiels pour certaines questions - pas pour d'autres ; et certainement pas pour briser la logique de la concurrence du marché et assurer la justice environnementale et sociale. Le niveau « continental » est intermédiaire à la fois pour « peser » sur les enjeux mondiaux et pour consolider les luttes nationales.

Catherine Samary , Srećko Pulig

P.-S.

• CADTM. 8 janvier 2021. :

<http://cadtm.org/Les-debats-strategiques-de-la-gauche-europeenne-de-ReCommons-Europe-a-la>